

Parachèvement des travaux de réalisation de trois barrages à Souk Ahras

Renforcement de l'alimentation en AEP

■ Le parachèvement des travaux de réalisation de trois barrages dans la wilaya de Souk Ahras permettra de renforcer l'alimentation en potable (AEP) dans ses différentes communes, a-t-on appris mardi auprès de la direction des ressources en eau (DRE). Il s'agit du barrage d'Oued Djedra (3km à l'est du chef lieu de wilaya), d'une capacité de stockage de 35 millions m3 et d'Oued Mellag (150 millions m3), ainsi que du barrage d'Oued Leghnem dont les travaux de construction seront lancés prochainement, a précisé la même source, soulignant que ces ouvrages hydrauliques sont inscrits dans le cadre du programme de soutien au développement économique affecté à la wilaya, au titre du précédent plan quinquennal 2010-2014. Avec la réalisation de ces nouveaux ouvrages, le nombre de barrages sera porté à cinq (5) dans cette wilaya qui dispose actuellement de deux (2) infrastructures similaires, en l'occurrence le barrage Ain Dalia (7 km Ouest de Souk Ahras) qui alimente les wilayas de Souk Ahras, Tébessa et Oum El Bouaghi et le barrage d'Oued Charef (150 millions m3) qui irrigue le périmètre agricole de Sedrata (Souk Ahras), selon la même source. La réception de ces réalisations permettra de mettre fin au problème de la pénurie d'eau notamment dans cinq (5) communes frontalières de Heddada, d'Ouled Moumene, de Khedara, d'Ain Zana et d'Ouled Idriss, où la moyenne de dotation quotidienne par habitant sera portée de 152 litres contre 111 litres actuellement, a-t-on noté. Le parachèvement des travaux de la deuxième tranche de l'opération de réhabilitation du réseau d'AEP du chef lieu de wilaya, sur une distance de 86 km, englobant, entre autres, des transferts entre des réservoirs d'eau de quartiers des 1.700 logements, El Faubourg, Laâlaouiya et Sidi Mezghiche a permis également l'amélioration de la distribution de l'eau dans la wilaya, a-t-on ajouté. La première tranche du projet de mise à niveau du réseau d'AEP, au chef lieu de wilaya, et l'élimination des points de déperdition d'eau sur un réseau de 91 km, figurent aussi parmi les projets ayant contribué au soutien d'un approvisionnement amélioré en AEP dans cette région, a-t-on fait savoir. La wilaya de Souk Ahras est alimentée actuellement depuis le barrage d'Ain Dalia qui assure également l'approvisionnement d'une partie des wilayas voisines, à savoir Tébessa et Oum El Bouaghi, ainsi que l'alimentation de Foug El Khenga, près d'Oued Charef, aux fins d'irrigation, et à partir de forages de Taoura

Béjaïa Le wali préside une
 journée d'étude sur les maladies
 à transmission hydrique

La santé publique au menu



Dans le souci de préserver la santé de la population des maladies qui la guettent, notamment en cette période de grande chaleur, la wilaya de Béjaïa a organisé, hier, une journée d'étude sur les maladies à transmission hydrique, l'hygiène du milieu et la préparation de la saison estivale. Cette action s'est concrétisée en partenariat avec les directions concernées par la protection de la santé publique et de l'environnement, à savoir celles du tourisme, du commerce, des ressources en eau, de la réglementation et de l'administration générale, des services agricoles, de la santé publique et de l'environnement. Au cours de sa courte allocution d'ouverture, le wali, M. Ould Salah Zitouni, a, particulièrement, insisté et ordonné aux directions concernées de tout mettre en œuvre pour préserver la santé de la population locale et celle des millions d'estivants, qui ne manqueront pas d'affluer sur les plages, dès la fin du Ramadan. D'ailleurs, il a tenu à rappeler que du matériel a été mis à la disposition des communes du littoral pour qu'elles rendent propres et accueillantes les plages pour les vacanciers. Lors de cette journée, qui s'est déroulée à la salle des Congrès de la wilaya, plusieurs conférences ont données chacune par les représentants des directions concernées. La direction du commerce a donc mis en avant l'hygiène du milieu, les principales causes des intoxications alimentaires, le rôle des missions des services de protection des consommateurs et de la prévention, notamment lors des contrôles des restaurants fixes et mobiles fast-food, le non respect de la chaîne du froid et les erreurs dans le processus de préparation des aliments. Pour ce qui est des services agricoles, leurs missions consistent, entre autres, à contrôler les abattoirs et les tueries d'animaux, le commerce de distribution des viandes ainsi que les marchés hebdomadaires. La direction de l'environnement, quant à elle, a axé son intervention sur la gestion des déchets ménagers des communes. Enfin, le représentant de la direction des ressources en eau a surtout traité de l'action des services hydrauliques dans la prévention des maladies à transmission hydrique par, notamment, l'analyse physico-chimique de l'eau avant d'être distribuée aux ménages.

B. Mouhoub

CHLEF

De l'eau H24 pour Béni-Haoua



Bencherki Otsmane

L'objectif consistant à assurer continuellement de l'eau potable aux habitants des trois communes que compte la daïra de Béni-Haoua a été atteint depuis le début de cette semaine, grâce à l'entrée en service de la station de dessalement d'eau de mer. D'une capacité de production de 5 000 m³/jour cette infrastructure va satisfaire les besoins en eau potable de chacune des communes de Béni-Haoua, Oued-Goussine et Bréra. Il faut souligner que contrairement aux 32 autres communes de la wilaya de Chlef qui sont alimentées à partir de la SDEM de Ténès (station de dessalement d'eau de mer) ayant une capacité de traitement de 200.000 m³, les trois autres communes restantes relevant de la daïra de Béni-Haoua ne pouvaient être raccordées au réseau de celle-ci en raison de la configuration du relief et des coûts excessifs pour une telle opération. Les pouvoirs publics ont donc

opté pour la réalisation d'une station monobloc de dessalement de l'eau de mer à Béni-Haoua et ce dans l'attente de l'achèvement des travaux du barrage de Kif-Eddir dans la wilaya de Tipaza. Celui-ci devra desservir outre la wilaya de Tipaza, toute la partie est de Chlef. Il faut dire que l'Etat a mis les bouchées doubles pour endiguer la crise de l'eau potable. Les responsables du secteur de l'eau ont privilégié le recours à l'eau de mer dessalée pour satisfaire les besoins sans cesse croissants des populations locales. Il fallait donc opter rapidement pour des techniques de dessalement moins chères, plus simples, plus robustes, plus fiables, si possible moins consommatrices d'énergie et respectant l'environnement. Selon un responsable de l'algérienne des eaux, « l'entrée en service des deux stations de dessalement d'eau de mer (Ténès et Béni-Haoua) devra mettre pour une longue période à l'abri les populations locales en matière d'approvisionnement en eau ».

TRANSFERT DES EAUX DE BÉNI HAROUN VERS LES WILAYAS DE BATNA, OUM EL BOUAGHI ET KHENCHELA

Mila : prendre toutes les mesures pour mettre en service la station de pompage de Oued Seguin

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, a insisté dimanche à Oued Seguin (Mila) sur l'impérative mise en place des mesures, dispositifs techniques et opératoires en prévision de la mise en service de la station de pompage de la localité au titre de la seconde phase des transferts des eaux de Béni Haroun vers les wilayas de Batna, Oum El Bouaghi et Khenchela.

Lors de sa première sortie de terrain à la tête du département des Ressources en eau, M. Ouali a appelé à entamer, à compter du 24 juin courant, les travaux de raccordement à l'énergie et les tests techniques en vue d'effectuer en juillet la mise en service progressive puis définitive de cet équipement qui sera «le cœur battant» du système des transferts du barrage de Béni Haroun.

Affichant un taux d'avancement des travaux de 95%, cette station qui compte 10 pompes aura une capacité de pompage de 16,2 m³/seconde, selon les explications de l'Agence nationale des barrages et



destiner aux wilayas de Batna, Oum El Bouaghi et Khenchela dont l'essentiel, soit 276 millions m³, pour l'alimentation en eau potable des principales agglomérations de ces wilayas.

M. Ouali a insisté également sur la nécessité d'établir un calendrier précis des actions techniques en rapport avec la mise en service des «articulations» de ce grand système hydraulique. Il a également insisté sur l'intérêt à accorder à la sécurité des infrastructures, la formation et l'accompagnement continu.

Le directeur de l'Agence nationale des barrages et transferts, Arezki Beraki, a mis l'accent sur les efforts déployés actuellement pour assurer la concrétisation de ce système hydraulique dans les délais fixés. Le ministre a également inspecté le chantier du projet de la station de pompage d'Ain Kercha (Oum El Bouaghi).

Le taux d'avancement des travaux de cette infrastructure est «très avancé», a affirmé le directeur de l'Agence nationale des barrages et transferts.

APS

transferts. Ce système des transferts des eaux comprend cinq barrages dont les plus importants sont Béni Haroun (Mila), Koudiet Lemdouar (Batna) et Ouerkiss (Oum

El Bouaghi) ainsi que deux stations de pompage à Oued Seguin (Mila) et Ain Kerchna (Oum El Bouaghi) et un bassin d'équilibrage à Ouled Hamla (Oum El Bouaghi). Ce

projet de grands transferts des eaux qui s'inscrit dans le cadre du programme du Président de la République Abdelaziz Bouteflika vise à mobiliser 364 millions m³ et à les

Photo : DR

L'ALGÉRIE ET LE STRESS HYDRIQUE

Un plan pour contrer la sécheresse

Confrontée au stress hydrique depuis quelques temps, l'Algérie prépare un plan qui vise à éviter la sécheresse causée par le manque de pluviosité des derniers mois.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Dans un rapport intitulé : "Contribution prévue déterminée au niveau national" ou CPDN, l'Algérie a fait savoir aux instances onusiennes chargées du climat que "50 millions d'hectares de terres connaissent un niveau de dégradation avancée", ce qui va l'obliger à mettre un vaste plan pour éviter la généralisation du stress hydrique sur les autres régions. Le plan dans sa seconde phase après celui d'avril, vise aux projets de transferts d'eaux d'une région à une autre et qui tablent sur la mise en place de 2 milliards de m³ supplémentaires pour les travaux d'adduction et de réservoirs pour les barrages. Le ministre des Ressources en eau, Abdelkader Ouali considère que c'est une priorité pour l'État. Si actuellement, le niveau du stock d'eau dans les barrages est de 70 %, c'est considéré comme un niveau satisfaisant pour gérer l'été qui vient. Les grands barrages tels que Béni-Haroun à l'Est, Taksebt et Koudiat-Acerdoune au centre et celui de Gargar à l'ouest sont concernés par le transferts d'eau, là où il y



Les barrages affichent un taux de remplissage de 70 %.

a un manque. Pas d'inquiétude sur les réserves pour l'eau potable. Toutefois, c'est l'agriculture et surtout la céréaliculture qui en pâtit le plus. Réputées grandes

consommatrices d'eau, les surfaces céréalières risquent de connaître selon l'avis des spécialistes en agriculture "un recul en termes de production". Mais cela ne semble

qu'un scénario du moment que les projets d'irrigation semblent démarrer sous de bons auspices dans les régions à grande vocation céréalière. Il reste que les autres régions dans les Hauts-Plateaux de l'Ouest sont les plus touchées par la sécheresse de ces terres arables. Le gouvernement qui veut éviter le recours à l'indemnisation des producteurs et fellahs, va accompagner ces derniers en matière d'irrigation pour les besoins agricoles. Au lieu d'une subvention directe, les agriculteurs vont bénéficier d'une aide directe en matériel d'irrigation pour entamer leur production saisonnière. D'autre part, les petits barrages seront connectés pour émettre des débits dans les régions qui ont été touchées par la sécheresse de leurs sols durant ces deux derniers mois. Rappelons que le ministère des Ressources en eau avait indiqué que les ressources en eau conventionnelles potentielles sont évaluées à 18 milliards m³ annuellement dont 12,5 milliards m³ en ressources en eau potentielles renouvelables. Des réserves suffisantes pour passer un été loin des perturbations.

F. A.

Bouira

Le taux de remplissage des barrages est de 70 %

Le taux de remplissage des barrages au niveau national est de l'ordre de 70 %, a indiqué mardi à Bouira le directeur de l'Agence nationale des Barrages et Transferts (ANBT), M. Arezki Berraki, lors d'une conférence de presse tenue sur le site du barrage de Koudiet Acerdoune (nord-ouest de Bouira).



“**L**e taux de remplissage actuel des barrages au niveau national est de 70 %, alors que celui du barrage de Koudiet Acerdoune est de 80 %, ce qui suffit largement les besoins des régions alimentées à partir de ce deuxième plus grand barrage en Algérie après celui de Béni Haroun à Mila”, a expliqué M. Berraki

au cours d'une conférence conjointe avec le directeur du centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag), Abdelkrim Yeles.

Réalisé sur les hauteurs de la commune de Maâlla (nord-ouest de Bouira), Koudiet Acerdoune est d'une capacité de 640 millions de mètres cube et il alimente 1.5 million d'habitant relevant de 36 communes

et de cinq wilayas du pays, dont

Alger. Le niveau actuel du barrage de Koudiet Acerdoune suffit largement pour la couverture des besoins de ces populations en matière d'eau potable pour deux années.

Le même barrage est destiné également à l'irrigation de 19000 hectares à travers les wilayas de Médéa, M'sila Bouira, Tizi Ouzou, a précisé M. Berraki lors de la conférence de presse organisée à l'occasion d'une journée de sensibilisation sur les séismes et les barrages. Pour le directeur général de l'ANBT, l'Algérie a réalisé de gros progrès en matière de réalisation de barrage pour le stockage de l'eau et pour la sécurisation du pays en la matière pour de longues années. “Actuellement, l'Algérie compte 75 barrages qui sont exploités, et cela est un progrès important”, s'est réjoui M. Berraki.